



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EURE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°27-2019-006

PUBLIÉ LE 14 JANVIER 2019

# Sommaire

## **préfecture de l'Eure**

27-2019-01-14-001 - Arrêté n° CAB/2019/25 portant interdiction d'une manifestation sur la voie publique dans la commune de Grand-Bourgtheroulde (2 pages)

Page 3

préfecture de l'Eure

27-2019-01-14-001

Arrêté n° CAB/2019/25 portant interdiction d'une  
manifestation sur la voie publique dans la commune de  
Grand-Bourgtheroulde



PRÉFECTURE DE L'EURE

## Arrêté n° CAB/2019/25 portant interdiction d'une manifestation sur la voie publique dans la commune de Grand-Bourgtheroulde

**Le préfet de l'Eure**  
**Officier de la Légion d'honneur**

**VU :**

- le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 et suivants ;
- le code pénal, notamment ses articles 431-9 et suivants ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2214-4 et L. 2215-1 ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure ;

**Considérant** que depuis le 17 novembre 2018, dans le cadre du mouvement dits des « gilets jaunes », plusieurs manifestations spontanées se sont déroulées dans différentes communes de l'Eure dont certaines sont situées à proximité de la commune citée à l'article 1<sup>er</sup> ;

**Considérant** qu'à l'occasion de ces manifestations, des barrages filtrants ont été menés sur des axes de circulation ou sur des accès à des sites économiques, de jour comme de nuit ;

**Considérant** que ces manifestations n'ont pas fait l'objet d'une déclaration dans les formes prescrites par les articles L. 211-1 et suivants du code de la sécurité intérieure et qu'un tel fait est constitutif d'un délit ;

**Considérant** que les entraves à la circulation génèrent par ailleurs des risques en matière de sécurité routière, tant pour les automobilistes que pour les manifestants eux-mêmes ;

**Considérant** que les échanges menés par les forces de l'ordre avec les manifestants n'ont pas permis la libération de la voie publique ;

**Considérant** qu'à l'occasion de la venue du Président de la République dans la commune citée à l'article 1<sup>er</sup>, les instigateurs de ces manifestations sont susceptibles de converger vers cette commune ;

**Considérant** que dans ces circonstances, l'interdiction des manifestations sur le territoire de la commune mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> est seule de nature à prévenir efficacement et de manière proportionnée, les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir ;

**Considérant** l'urgence à intervenir au regard des troubles à l'ordre public générés ;

**Sur proposition** du directeur de cabinet du préfet de l'Eure :

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Toute manifestation ou rassemblement, notamment dans le cadre du mouvement dit des « gilets jaunes » en cours ou susceptible de se dérouler sur le territoire de la commune de Grand-Bourgtheroulde est interdit du 14 janvier 2019 à 12 heures au 16 janvier 2019 à 9 heures.

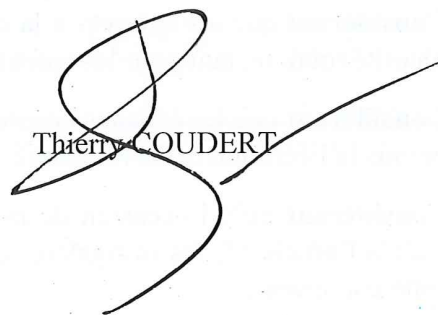
**ARTICLE 2 :** Toute infraction au présent arrêté sera réprimée dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir de six mois d'emprisonnement et de 7500 € d'amende, et par l'article R. 610-5 du même code.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Eure, d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen sis avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen.

**ARTICLE 4 :** Le directeur de cabinet du préfet de l'Eure et le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Eure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Évreux, le 14 janvier 2019

Le préfet,

  
Thierry COUDERT